

## Maroc : libertés bafouées

mardi 14 août 2007, par [Attac France](#) (Date de rédaction antérieure : 10 août 2007).

Avec l'accession au pouvoir du fils de Hassan II, le Maroc a voulu montrer une nouvelle image, un nouvel objectif : « *la voie de la démocratie et l'approche participative* ». Dans son discours du 30 juillet, le roi Mohammed VI s'exprimait en ces termes : « [Le Maroc] *entend poursuivre résolument son évolution politique, disposant, pour cela, d'une arme imparable, en l'occurrence notre précieux capital démocratique dont nous pouvons tirer une légitime fierté en tant que modèle politique avancé à l'échelle de notre région.* »

Cependant, ce que nous voyons aujourd'hui n'est que censure, répression et emprisonnements, rappelant trop souvent les années de plomb du régime de Hassan II.

La tentative de musellement des contestataires, cumulée à l'offensive permanente des politiques néolibérales, crée au Maroc un climat intolérable qui doit cesser. ?

***Attac-France réaffirme son soutien aux victimes de la répression du pouvoir marocain et s'associe à Attac-Maroc afin d'exiger la libération immédiate et inconditionnelle de tous les militants incarcérés et l'arrêt de toute poursuite pour délit d'opinion et de solidarité.***

**Rappel des événements récents :** le 1<sup>er</sup> mai 2007, ont eu lieu dans diverses villes marocaines des manifestations pacifiques au cours desquelles des slogans hostiles à la monarchie auraient été scandés. Sept manifestants ont été arrêtés, membres de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), de l'Association nationale des diplômés chômeurs au Maroc, de l'Union marocaine du Travail et du syndicat des travailleurs agricoles. Cinq d'entre eux, arrêtés à Ksar el Kebir, ont été reconnus coupables d'atteinte au régime monarchique et condamnés à trois ans de prison, peine alourdie à quatre ans en appel. Deux autres, arrêtés à Agadir, ont été condamnés chacun à deux ans de détention. Le tout accompagné dans les deux cas de très lourdes amendes.

Les 5 et 6 juin, plusieurs sit-in de solidarité sont organisés pour protester contre ces arrestations. Celui de Beni Mellal se termine par dix arrestations. Un premier procès a lieu le 25 juillet : un seul des inculpés est condamné à de la prison ferme, tandis que trois autres sont condamnés à deux mois avec sursis et six autres sont acquittés. Trop clément aux yeux de la Cour d'appel, qui, le 9 août, condamne à trois ans de prison Mohammed Boughrine, militant politique âgé de soixante-douze ans, et à un an ferme deux responsables du groupe local d'Attac, Mohammed Yousfi et Abderrahmane Aaji, ainsi que les sept autres inculpés, membres de l'AMDH. Un autre sit-in, organisé à Rabat le 15 juin, avait été dispersé avec la plus extrême violence.

Depuis, les atteintes aux libertés se sont multipliées. Le 4 Août, Nichane, un hebdomadaire en marocain, a été saisi sur ordre ministériel. Le lendemain, son pendant francophone, TelQuel a été directement détruit dans les locaux de l'imprimerie. Le rédacteur en chef de ces deux hebdomadaires a été interrogé pendant vingt heures et inculpé pour offense au monarque.

Le 6 août, les mineurs de Jbel Awam, en grève depuis plus d'un mois, ont dû faire face à une féroce répression des forces de l'ordre marocaine. Suite à cette agression, plusieurs d'entre eux ont été conduits à l'hôpital.

Pour soutenir les militants emprisonnés et la liberté d'expression au Maroc, vous pouvez envoyer vos

messages d'indignation aux numéros et courriels suivants :

Premier Ministre, Monsieur Driss JETTOU

Fax : 00 212 37 76 86 56

Mail : [Email]

Ministre de l'Intérieur, Monsieur Chakib BENMOUSSA

Fax : 00 212 37 76 20 56

Mail : [Email]

Ministre de la Justice, Monsieur Mohamed BOUZOUBAA

Fax : 00 212 37 76 52 57

Mail : [Email]

Attac France,

Montreuil le 10 août 2007